

le réseau national **École**
constitue un collectif
de travail ouvert
composé de militants
communistes, associatifs
et syndicaux qui ont
à cœur de travailler
à la transformation
progressiste de l'École

n'hésitez pas
à nous faire suivre
vos informations
ou initiatives
afin que nous puissions
les relayer

le secrétariat du réseau
reseau.ecole-pcf@orange.fr
www.pcf.fr

n° 53 janvier 2012

la lettre

réussir la transformation progressiste de l'École

DANS CE NUMÉRO



ÉDITORIAL

Évaluation des enseignants : une réforme qui transforme toute l'école.

Par Marine Roussillon

page 2



DOSSIER. 2012 : DES OUTILS POUR FAIRE CAMPAGNE

L'École de l'égalité.

Un texte du groupe de campagne « éducation » du Front de gauche

page 3

Modèle d'intervention pour les assemblées citoyennes sur l'école.

Par Marine Roussillon

page 6

Interview de Gérard Aschieri, membre du Comité national de campagne
et du groupe de campagne *Éducation* du Front de Gauche.

page 9

Interview de Christine Passerieux, membre du Comité national de cam-
pagne et du groupe de campagne *Éducation* du Front de Gauche.

page 10

Interview de Bertrand Geay, membre du Comité National de Campagne
et du groupe de campagne *Éducation* du Front de Gauche.

page 12



L'ÉCOLE DANS LA CAMPAGNE DU FRONT DE GAUCHE

Compte-rendu de l'assemblée citoyenne de Saint-Denis (93).

page 13



CONTRIBUTIONS AU PROJET PARTAGÉ POUR L'ÉCOLE

Qu'est-ce que la « conscience phonologique » ? Par G. Loustalet

page 14

Travail collectif et fonctionnement démocratique. Une réaction
aux 12 propositions du Front de gauche. Par Christian Billères

page 15



DÉBATS ET ACTUALITÉ

Quatre affiches pour défendre et transformer l'école.

page 16

Proposition de loi Groperrin : le gouvernement veut privatiser
la formation des enseignants.

page 17

Le réseau École dans les débats

page 19

Agenda

page 19

L'École dans *l'Humanité*

page 20

Agenda

page 24

ÉVALUATION DES ENSEIGNANTS

une réforme qui transforme toute l'école

Lors de ses vœux à la communauté éducative, Nicolas Sarkozy a fait de la transformation du métier d'enseignant l'un des points forts de son programme. Les enseignants devraient « accepter de nouvelles manières de travailler ». Avec la casse de la formation, les suppressions de postes et le recours massif aux heures supplémentaires, le gouvernement a déjà enlevé aux enseignants la maîtrise de leur métier. Il les a bombardés d'injonctions contradictoires – faites réussir tous les élèves ! Récompensez les plus méritants ! Travaillez plus avec moins de temps et moins de moyens ! – et leur a fait perdre le sens de leur travail. Et maintenant, le candidat Sarkozy leur explique que pour répondre à « la réalité de la société d'aujourd'hui », ils devraient renoncer à leur statut et « être plus présents dans les établissements » !

La réforme de l'évaluation des enseignants est emblématique des transformations voulues par la droite et les libéraux. Il s'agit de donner aux chefs d'établissement le pouvoir d'évaluer les enseignants sur la base d'un entretien individuel. L'évaluation par le corps indépendant des inspecteurs, qui repose sur de réelles compétences disciplinaires et pédagogiques et se fonde sur une visite dans la classe, serait ainsi remplacée par une évaluation managériale créatrice de nouvelles pressions hiérarchiques. En transformant le métier, ce sont les missions de l'école que la droite veut changer.

Il s'agit d'abord d'imposer dans l'école un mode de gouvernance propre aux entreprises privées : l'enseignant est tenu pour individuellement responsable des résultats de ses élèves, et dans le même temps, il est soumis à une pression hiérarchique accrue et à des injonctions de plus en plus autoritaires. L'évaluation individuelle occulte la responsabilité collective, sociale et politique : il faut remarquer qu'au moment même où le gouvernement veut mettre en place cette nouvelle évaluation, il cherche à détruire les outils de l'évaluation sociale des politiques scolaires, en s'attaquant notamment à la statistique publique*.

Il s'agit ensuite de minimiser le rôle de la pédagogie et des compétences disciplinaires dans le système éducatif. La réforme est en parfaite cohérence avec la casse de la formation des enseignants d'une part et avec la mise en place du « livret individuel de compétences » pour les élèves d'autre part : les processus d'apprentissage permettant d'acquérir une maîtrise des savoirs transmis sont remplacés par l'évaluation permanente des capacités de l'élève à exécuter une consigne.

Tout cela permet de faire des économies, en faisant travailler plus les enseignants : les pouvoirs nouveaux du chef d'établissement, la concurrence entre les personnels et les établissements, sont autant d'outils pour obliger les enseignants à accepter l'accroissement de leur charge de travail ou la prise en charge de nouvelles tâches, forcément au détriment de la réussite de tous.

François Hollande affirme que s'il gagne les élections présidentielles, il reviendra sur cette réforme. Mais comment comprendre alors qu'il défende l'autonomie des établissements et la diversification des tâches des enseignants ? Toutes ces mesures s'inscrivent dans un même projet. Pour redonner aux enseignants la maîtrise de leur métier qui leur permettra d'œuvrer à la réussite de tous les élèves, il faut renforcer le statut de fonctionnaire d'État qui garantit la liberté pédagogique, reconstruire une formation initiale et continue ambitieuse, donner du temps aux enseignants pour réfléchir sur leurs pratiques, échanger et travailler collectivement. Mais surtout pas diversifier leurs tâches ou accroître encore leur charge de travail !

Marine Roussillon

*. Voir notamment l'article « Le débat sur l'éducation ne peut se faire sans statistiques » :

<http://blogs.mediapart.fr/edition/en-defense-de-la-statistique-publique/article/041111/le-debat-sur-l-education-ne-peut-s>

l'École de l'égalité

Ce texte a été rédigé par des chercheurs, des syndicalistes et des responsables politiques investis dans la campagne du Front de gauche. Il a pour vocation de compléter la partie du programme partagé consacrée à l'éducation en prenant en compte des apports nouveaux.

Les membres du groupe de campagne *Éducation* du Front de gauche :

Gérard Aschieri, syndicaliste
Choukri Benayed, sociologue
Stéphane Bonnéry, sociologue
François Cocq, PG

Magali Escot, PG
Bertrand Geay, sociologue
Pascal Langlois, *République et socialisme*
Pierre Marsaleix, syndicaliste

Christine Passerieux, *militante pédagogique*
Marine Roussillon, PCF
Nicole Sergent, syndicaliste
José Tovar, FASE

Depuis plusieurs années déjà, et notamment depuis la loi Fillon de 2005, les attaques contre l'école maternelle et primaire, le collège, le lycée et les universités, contre les enseignants et les postes, sont nombreuses et récurrentes. En les multipliant et en accélérant le rythme, la politique de Nicolas Sarkozy a réussi, en quatre ans et demi, à mettre à terre le service public d'éducation.

Rappelons certaines mesures prises depuis 2007 : remise en cause de la scolarité des 2-3 ans avec la mise en place de jardins d'éveil à la charge des collectivités et des contribuables ; réduction drastique des subventions aux associations d'éducation populaire et aux mouvements d'éducation nouvelle ; criminalisation du traitement de la violence à l'école et plus généralement de la jeunesse ; réduction de l'éducation prioritaire à un repérage des « élèves à risque » ; fichage des élèves et dénaturation de la statistique scolaire ; sabordage de la formation des enseignants ; renforcement de l'autonomie et de la concurrence des établissements scolaires sur le modèle du management néo-libéral ; dérégulation de la carte scolaire, privilèges et préférences donnés à l'enseignement privé ; attaques contre le savoir et la pédagogie, suppressions de postes, développement de la précarité...

Sans être exhaustive, cette liste illustre de façon accablante la **régression considérable et brutale de notre système éducatif**. Comme si la coupe n'était pas encore assez pleine, l'UMP propose encore récemment une réhabilitation des filières au collège dans l'unique but de renforcer les logiques ségrégatives et de développer les sorties précoces du système éducatif nous ramenant quelques trois décennies en arrière. Preuve que, **sans un coup d'arrêt net** à cette politique destructrice de la droite en 2012, **d'autres phases de régression sont encore devant nous**, comme en témoigne le projet d'évaluation des enseignants portant atteinte à leur professionnalité et instituant un arbitraire et une mise en concurrence des individus.

Cette politique, nous devons la combattre parce qu'elle est injuste, cynique, inefficace et opposée en tous points aux **valeurs de justice, de progrès et de libertés défendues par le Front de gauche**, par de

nombreuses organisations et par de très nombreux concitoyens. Notre projet rejoint en effet les mobilisations citoyennes et professionnelles qui ont vu le jour sur tout le territoire, pour dire non à cette politique, sans jamais avoir été entendues.

Jamais la population n'a marqué un tel rejet car c'est bien la mort du service public d'éducation qui est en jeu. Personne n'est dupe, **l'école de la droite c'est celle du chacun pour soi, de l'égoïsme, de la loi du plus fort et du plus riche**, écartant une grande partie de la population scolaire du droit à l'éducation et à la poursuite d'études.

Elle tourne le dos non seulement aux aspirations de la population, mais également à tous les acquis des chercheurs et des pédagogues. Le rôle de la scolarisation en maternelle dans la prévention de l'échec scolaire est incontestable. Une école plus égalitaire nécessite aujourd'hui de relancer une éducation prioritaire qui soit soutenue par des moyens d'une toute autre ampleur que ces dernières années et qui affirme la capacité de tous les élèves à réussir.

Les **systèmes scolaires les plus démocratiques** sont ceux qui **s'abstiennent de toute mise en concurrence** des écoles et des familles, qui **bannissent le libre choix de l'école**, qui **misent sur la formation des enseignants** et surtout qui **investissent dans l'éducation** : bref, l'inverse de la politique actuelle !

Contre les orientations prises **depuis 2007, les rappels à l'ordre ont été nombreux**. Les chercheurs ont analysé les effets délétères des mesures prises : l'aggravation de la ghettoïsation scolaire et de la fragmentation de l'école sont les préludes à un véritable séisme social. De nombreux rapports provenant des organismes d'État (Cours des comptes, Inspection générale) ont tiré à plusieurs reprises le signal d'alarme, en vain. Les organisations internationales ont



également pointé les excès d'élitisme, le désengagement de l'État et l'accroissement inconsidéré des inégalités. La France apparaît en effet aujourd'hui aux yeux du monde comme l'un des pays les plus inégalitaires en matière de scolarité obligatoire. **Jamais donc une politique dite éducative n'a fait à ce point l'unanimité contre elle et suscité autant d'indignation collective.**

L'UMP et le gouvernement actuel peuvent-ils avoir raison contre les concitoyens, la communauté éducative et la communauté scientifique ?

Face à ces constats, **le Front de gauche ne se contente pas de dénoncer : il propose un projet éducatif** à la hauteur de la situation, et **non un amé-**

nagement de l'existant. Le Front de gauche refuse de penser sa politique éducative dans le cadre du budget contraint érigé en dogme par les politiques d'austérité. **Son projet** ne résulte pas d'une quelconque « convention-spectacle » ou d'une commission fermée réservée à quelques technocrates ; **il résulte d'une réflexion menée avec la population elle-même, au cours des assemblées citoyennes, avec les enseignants, les chercheurs, les mouvements pédagogiques et les réseaux divers.**

Le projet se veut ouvert et non figé et construit autour d'**une idée centrale : l'école de l'égalité.**

Trop souvent galvaudé et instrumentalisé, ce terme **doit retrouver à présent tout son sens.**

l'école de l'égalité

C'est avant tout **une école humaniste et progressiste, laïque, indépendante des logiques de marché et de l'utilitarisme économique.** C'est une école qui renoue avec la culture, la connaissance et les idéaux collectifs. Elle permet à tous les élèves, scolarisés de 3 à 18 ans, d'acquérir une culture commune, une qualification reconnue et de s'émanciper. C'est une école où pas un jeune ne sort sans une qualification.

C'est une école qui **affirme la capacité de tous les élèves à apprendre et réussir,** et la place au centre des politiques éducatives et pédagogiques. Elle donne les moyens à toutes et tous de trouver sa place.

Cette école est résolue à prendre le parti d'**une réduction des inégalités** et qui abroge les logiques de concurrence et de management en cours.

C'est une école qui cesse de considérer ses personnels comme un fardeau, mais qui, récusant toute forme d'autoritarisme et s'appuyant sur des profession-

nels respectés et revalorisés, dotés des moyens de bien faire leur travail, **redonne aux enseignants, à tous les personnels éducatifs, aux parents d'élèves et aux jeunes toute leur place et toute leur légitimité.** C'est enfin une école qui traitera de l'urgence absolue de la refonte totale de la formation des enseignants et qui enrayera le cercle vicieux de la désaffectation de la profession enseignante produite de toute pièce par le pouvoir actuel.

L'école de l'égalité s'inscrit dans le **projet global du Front de Gauche** et nécessite des **ruptures radicales avec l'ordre établi.**

Ce projet nécessite une **mobilisation de toutes les forces de notre société** à la fois pour en débattre, en préciser les grands axes et agir pour les faire aboutir. C'est un instrument essentiel pour répondre aux attentes et aux besoins et contribuer à construire une autre société.

CONSTRUISONS L'ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ !

12 PROPOSITIONS POUR REFONDER UNE POLITIQUE NATIONALE D'ÉDUCATION

1. Tous capables ! Parce que les différences entre les élèves ne sont pas naturelles mais socialement construites, que l'échec scolaire n'est pas une fatalité, l'affirmation de la capacité de tous les élèves à entrer dans les apprentissages scolaires est au fondement du projet éducatif.

2. L'urgence: un plan de lutte contre les inégalités. L'égalité scolaire implique la gratuité réelle des études pour tous. Des critères nationaux devront être (re)pensés et mis en œuvre pour mettre en place l'école de l'égalité quelles que soient les ressources des collectivités locales. Ainsi, les fonds sociaux et d'aide à la restauration seront rétablis à la hauteur des besoins. Des postes d'assistants sociaux scolaires

seront créés. Nous mettrons en place des observatoires des inégalités rassemblant dans les territoires des élus, des parents, l'ensemble des personnels de l'éducation nationale et des élèves à partir du collège ainsi que des personnalités associées.

3. Un service public d'éducation nationale, pour garantir un même accès à l'éducation sur tout le territoire en éradiquant les logiques de concurrence qui sabordent notre système éducatif. Nous en finirons avec les politiques d'autonomie libérale et mettrons un terme à la politique ségrégative de Nicolas Sarkozy en matière de carte scolaire en faisant primer l'intérêt général. Une sectorisation repensée sera mise en place fondée sur de nouveaux redécou-



l'École de l'égalité

pages, fidèle aux réalités locales, concertée avec tous les acteurs des territoires et encadrée par des observations locaux de la mixité sociale.

4. À formation commune, qualification égale. Nous garantirons le droit à une qualification égale pour ceux qui ont suivi une même formation : défense du cadre national des diplômes, validation de toutes les années d'étude dans les conventions collectives.

5. Construire une culture commune ambitieuse. Le commun est porté par des valeurs laïques, les mêmes contenus de savoirs pour tous et par les modalités d'apprentissages, qui privilégient l'apprendre ensemble, l'exercice de la pensée et l'autonomie intellectuelle.

Les mêmes programmes doivent être enseignés à tous jusqu'à la fin du collège pour que l'orientation dans les différentes voies du lycée, générale, professionnelle ou technologique, soit un vrai choix. Nous développerons les passerelles entre les voies. L'investissement de l'État dans l'enseignement professionnel sera augmenté de 50 % pour que les enseignements techniques professionnels et généraux soient d'égale qualité. Parce qu'il faut du temps pour apprendre à tous des savoirs plus complexes, la scolarité obligatoire sera portée à 18 ans.

6. Défendre et transformer l'école maternelle. L'école maternelle sera obligatoire à partir de 3 ans, accessible dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent. Réduction des effectifs et refonte des programmes permettront à tous les enfants, en particulier ceux issus des classes populaires, de devenir élèves.

7. Refonder l'école sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. Les programmes et l'ensemble de l'école devront être refondés sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre les savoirs scolaires afin de réduire l'échec scolaire, de donner à tous les clefs pour entrer dans les apprentissages scolaires, s'émanciper, et ce sur tous les champs de la connaissance. Le service public d'éducation nationale devra prendre en charge tous les apprentissages nécessaires pour réussir à l'école : il faut en finir avec la délégation aux familles, aux collectivités locales ou aux cours privés. L'école doit se faire à l'école.

8. Redonner sens au métier d'enseignant est une priorité. Une nouvelle réforme de la formation des enseignants articulera formation de haut niveau dans

la ou les disciplines à enseigner, formation professionnelle et ouverture à la recherche et s'appuiera sur des pré-recrutements.

Nous soutiendrons la relance de la recherche en éducation, la formation continue et la création de temps d'échanges pédagogiques, de réflexion et d'élaboration dans les établissements.

Nous renégocierons les règles de gestion pour en supprimer tout arbitraire. Le statut de fonctionnaire d'État, garantie de la liberté pédagogique et de l'égale qualité du service public sur tout le territoire, sera renforcé. Il ne saurait être question d'accroître la charge de travail des enseignants ou de diversifier leurs tâches.

9. Tous les parents ont leur place à l'école. Nous créerons un statut de représentant de parents d'élèves pour permettre à tous les parents de participer à la vie des établissements. Des temps et des lieux aménagés pour les rencontres avec l'équipe éducative devront être mis en place.

10. Associations éducatives et pédagogiques laïques partenaires de l'école publique (associations complémentaires de l'école, mouvements pédagogiques et d'éducation populaire). Ces associations ont toujours agi avec, dans et autour de l'école. Elles contribuent à la promouvoir, à la rendre plus démocratique et font vivre les valeurs de laïcité et d'éducabilité de tous. Nous proposons de pérenniser leurs financements et promouvoir leur action.

11. La politique d'éducation doit aussi s'adresser aux jeunes en voie de délinquance ou de déscolarisation. Nous privilégierons la prévention et nous abolirons les lois sécuritaires dérogeant aux principes de l'ordonnance de 1945. Nous travaillerons à la protection des jeunes en créant des structures d'accueil et en formant des personnels éducatifs et judiciaires. Les collectivités locales doivent retrouver les moyens pour aider les travailleurs sociaux et les familles qui demandent l'aide éducative à domicile pour les mineurs comme pour les jeunes majeurs.

12. Dépenser pour l'école, c'est investir dans l'avenir. Nous stopperons les suppressions de postes et engagerons un plan de recrutement dans l'Éducation nationale sous statut de la Fonction publique d'État rétablissant, notamment, tous les postes supprimés depuis 2007. Dans l'immédiat, nous proposons de porter la part du budget de l'état consacré à l'éducation de 5,6% à 7% du PIB.

modèle d'intervention

Marine Roussillon

POUR LES ASSEMBLÉES CITOYENNES SUR L'ÉCOLE

Ce texte est issu d'une intervention à l'assemblée citoyenne sur l'école organisée par le Front de Gauche à Poitiers. Il pourra servir de base pour d'autres interventions : il est destiné à être utilisé, aménagé, actualisé... et sans doute aussi largement coupé !
Tel quel, il est trop long pour une seule intervention : à chacun de voir, en fonction du contexte, sur quel passage il veut mettre l'accent, et ce qu'il garde pour la discussion.

Les réformes de l'école mises en œuvre par la droite et les libéraux font de plus en plus de mécontents, parmi les enseignants, les personnels, les parents, et dans l'ensemble de la société.

La dernière réforme en date vise à transformer l'évaluation des enseignants : il s'agit de donner aux chefs d'établissement le pouvoir d'évaluer les enseignants sur la base d'un entretien individuel. L'évaluation par le corps indépendant des inspecteurs, qui repose sur de réelles compétences disciplinaires et pédagogiques et se fonde sur une visite dans la classe, serait ainsi remplacée par une évaluation managériale créatrice de nouvelles pressions hiérarchiques. **Cette réforme s'inscrit parfaitement dans une politique cohérente de transformation de l'école.**

Comme la casse de la formation des enseignants, la réforme de l'évaluation vise à faire des enseignants des exécutants, sans maîtrise de leur métier et en concurrence les uns avec les autres.

Comme l'autonomie des établissements, elle crée la concurrence entre les personnels et les établissements, de manière à mettre en place une éducation différenciée selon les territoires, les options, etc.

Elle fait porter la responsabilité des difficultés de l'école sur les individus, enseignants et élèves. Ce n'est pas pour rien qu'on propose d'évaluer les enseignants au moment même où on détruit les outils d'une évaluation d'ensemble du système scolaire : la statistique publique.

Comme la mise en place du socle commun, qui distingue ce qui doit être enseigné à tous (le socle) et ce qui est réservé à quelques-uns (les programmes), elle crée une école inégalitaire. Luc Chatel le disait encore il y a quelques semaines, il veut faire du « sur mesure » : une éducation différenciée selon les origines sociales et géographiques des élèves.

Une école différente pour chacun, c'est une école qui divise : qui divise les parents aujourd'hui, en entretenant la peur des enfants de familles populaires qui feraient « baisser le niveau » (casse de la carte scolaire ou propos nauséabonds de Guéant attribuant l'échec scolaire aux enfants d'immigrés), et qui divise les travailleurs et les citoyens de demain, en ne leur offrant ni qualification commune ni culture partagée.

Ce projet d'une école inégalitaire, d'une école qui divise, a été clairement développé dans les vœux de Sarkozy à la communauté éducative. Il a ainsi proposé d'abolir le collège unique et de diversifier les parcours dès la 4e. Mais trier les enfants en fonction de leur réussite scolaire, quand l'école n'a pas les moyens de lutter contre les inégalités sociales de réussite scolaire, c'est sélectionner les enfants en fonction de leur origine sociale et faire de l'école une machine à accroître les inégalités. L'enseignement professionnel pour les classes populaires, le général pour les autres !

Et quel enseignement professionnel ?! Puisqu'il s'agit de former des salariés dociles, sans qualification ni culture commune, pourquoi ne pas laisser faire le patronat ? Le candidat Sarkozy a ainsi proposé de rendre l'alternance obligatoire en dernière année de bac pro et de CAP, c'est-à-dire de diminuer encore le temps d'enseignement pour les élèves de filières professionnelles : moins d'heures passées avec un enseignant formé, c'est aussi moins de maîtrise des contenus et des pratiques enseignées. En confiant la formation professionnelle au patronat, via l'alternance, la droite veut faire des économies. Du même coup, elle supprime aussi toute garantie concernant le contenu et la qualité de la formation dispensée, et met en cause l'accès à une qualification égale.

Enfin, Nicolas Sarkozy s'est félicité du « succès » de la LRU et a proposé d'élargir l'autonomie concurrentielle à l'ensemble des établissements scolaires. Dans les universités, les effets de la LRU ont été dévastateurs : pénurie, suppressions de postes, précarité et management autoritaire règnent dans les facs « autonomes ». Et on voudrait nous imposer la même chose à l'école ? Le candidat Sarkozy propose de donner aux établissements scolaires leur « autonomie » : de permettre aux chefs d'établissements de recruter et d'évaluer eux-mêmes leurs personnels... en fonction des moyens qu'ils auront été capables de trouver auprès des collectivités locales, des parents ou des entreprises du bassin d'emploi. Le résultat : une école inégalitaire, où chaque enfant aura droit à une éducation différente en fonction de son origine géographique et sociale ; un enseignement dégradé, fondé



modèle d'intervention

sur la concurrence plutôt que sur la coopération, entretenant le conflit et la peur de l'autre. Est-ce vraiment ce que nous voulons pour nos enfants et pour la société de demain ?

Face à ce projet, les propositions portées aujourd'hui par le parti socialiste et par son candidat ne font pas le poids. En prenant à son compte la distinction entre le socle commun et les programmes, le PS s'inscrit lui aussi dans la construction d'une école différenciée et inégalitaire. En défendant l'autonomie des établissements, il prolonge la politique de mise en concurrence des élèves, des personnels, des établissements et des territoires mise en œuvre par la droite. Il est pourtant urgent de rompre avec cette politique et d'avoir le courage de mettre en œuvre une véritable transformation progressiste de l'école !

Les savoirs jouent un rôle de plus en plus important dans notre économie, dans notre société, dans notre démocratie. Les hommes et les femmes de demain devront maîtriser des connaissances plus complexes pour pouvoir faire leur métier, participer aux grands débats démocratiques ou même tout simplement à la vie culturelle du pays.

Les politiques libérales mises en œuvre par la droite et dont le PS peine à se démarquer proposent une réponse à cette évolution : elles cherchent à produire des salariés plus formés, mais sans dépenser plus pour leur formation, et surtout sans leur donner le pouvoir qui va avec la maîtrise des savoirs. La formation individualisée et fragmentée qu'elles mettent en place sacrifie l'émancipation individuelle et collective pour satisfaire les intérêts du capital.

Il y a urgence à rassembler contre ce projet, pour une école qui réponde aux aspirations de chacun aux savoirs.

Notre école traverse une crise. Mais le mécontentement est largement partagé, et les propositions pour une transformation progressiste de l'école existent. Associations, chercheurs, syndicats, partis politiques ont travaillé sur la question et souvent leurs propositions convergent. Les 12 propositions du Front de gauche pour une école de l'égalité, co-écrite par des syndicalistes, des chercheurs et des militants de différents partis politiques en témoignent.

Il ne s'agit pas de revenir en arrière ! L'école de la République, l'école de nos grands-parents, était un compromis entre les défis de l'époque en termes d'élévation du niveau des savoirs dans la société et les pressions pour maintenir un certain niveau de sélection et de reproduction des inégalités. Ce compromis

a permis, pendant un temps, une véritable démocratisation scolaire. Des jeunes de plus en plus nombreux ont eu accès à l'éducation et au BAC. Mais aujourd'hui, et depuis plusieurs décennies, ce mouvement de démocratisation est arrêté. Le compromis ne fonctionne plus.

Nous ne voulons donc pas revenir à l'école d'hier ou d'avant-hier, mais construire l'école qui permettra de répondre aux besoins nouveaux en termes d'accès aux savoirs, non pas en divisant les travailleurs, les citoyens et les hommes de demain, mais en les rassemblant et en travaillant à une élévation continue du niveau des savoirs dans la société.

L'école doit construire une culture commune, fondée sur le partage et la collaboration, plutôt qu'enseigner la concurrence et la peur de l'autre. C'est dans l'intérêt de toute la société.

L'école doit permettre une hausse générale du niveau de formation, et la reconnaissance de toute formation par une qualification permettant le développement de revendications collectives. C'est dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Enfin, l'école doit prendre en charge l'ensemble des apprentissages nécessaires pour acquérir cette culture commune, sans rien déléguer aux familles, au soutien scolaire ou aux collectivités locales. À la maison, on ne devrait pas avoir besoin de refaire l'école : on devrait avoir du temps pour apprendre d'autres choses... L'école à l'école, c'est dans l'intérêt de toutes les familles.

Nous portons le projet d'une école de l'égalité, qui donne à tous les jeunes les moyens de maîtriser les choix individuels et collectifs auxquels ils seront confrontés dans leur vie d'hommes, de travailleurs et de citoyens.

La contribution du PCF à ce projet peut s'articuler autour de quelques **axes de lutte** qui nous semblent essentiels pour imposer cette transformation de l'école.

I. L'école de l'égalité, c'est une école qui transmet à tous les élèves les mêmes contenus. Il est donc nécessaire de rompre avec la distinction entre socle commun et programmes et d'enseigner à tous les mêmes programmes jusqu'à la fin du collège. Il faut revenir à une scolarité véritablement unique en primaire et relancer le collège unique. Il faut repenser les programmes et les pratiques pédagogiques sur le modèle de l'enfant qui n'a que l'école pour apprendre. Ainsi, l'orientation dans les filières du lycée, professionnelles, générales et



technologiques, se ferait sur la base d'un vrai choix grâce à un niveau maîtrisé, et non plus par défaut. Différencier l'enseignement en fonction des soi-disant capacités des élèves, c'est en fait différencier selon les origines sociales ! Nous ne voulons pas d'un côté une école des élites et de l'autre une école du peuple, même « revalorisée ». Nous voulons une école commune, construite sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre les savoirs scolaires. Cela implique de favoriser les pratiques démocratisantes : recherche, formation, formation continue, pré-recrutement...

2. Du temps pour apprendre des savoirs plus complexes à plus d'élèves.

La scolarisation précoce réduit les inégalités : nous défendons le droit à l'école des deux ans pour les familles qui le souhaitent et une scolarité obligatoire dès 3 ans. Ainsi, l'État aurait une véritable obligation d'accueillir tous les enfants en maternelle dans de bonnes conditions. Nous proposons d'étendre la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans : là aussi, il s'agit d'obliger l'État à fournir une formation à tous les jeunes et d'en finir avec les lycéens sans affectations, alors même qu'ils souhaitent poursuivre une formation. Enfin, nous proposons d'allonger le temps scolaire : il faut en finir avec tous les discours qui, sous prétexte de rythme, veulent diminuer le temps passé à l'école par les enfants. Certes, il faut diversifier les pratiques et les activités, mais si on veut apprendre plus de choses à plus d'enfants, il faudra plus de temps !

3. L'école de l'égalité, cela nécessite un service public national assurant l'égalité d'accès à l'éducation sur tout le territoire.

Nous nous opposons donc à toute politique de mise en concurrence des établissements, des personnels ou des territoires et nous abrogerons la LRU. Un tel service public implique que l'ensemble des personnels soient fonctionnaires d'État : nous proposons un plan de lutte contre la précarité et le retour de l'ensemble des personnels au statut de la fonction publique d'État. La revalorisation nécessaire du métier d'enseignant ne saurait passer par une remise en cause de ce statut ou par la multiplication des tâches demandées. Le statut doit au contraire permettre de donner à chacun le temps et les moyens de faire son métier. Enfin, l'ensemble des personnels éducatifs doit bénéficier d'une formation initiale et continue encadrée nationalement.

4. Une formation commune doit être reconnue par une qualification égale.

Défense des diplômes nationaux, reconnaissance de toutes les années d'étude dans les conventions collectives.

Une telle politique nécessite des moyens. Or justement, il paraît que la France n'a plus les moyens. Il y a la fameuse dette, qu'il faudrait réduire, et qui si l'on en croit certains, rendrait toute politique progressiste impossible. (cf Hollande et les 60 000 postes).

Pourtant, il faudra bien y mettre les moyens ! Économiser sur l'école, c'est sacrifier l'avenir ! Les suppressions de postes mises en œuvre par la droite sont dangereuses et irresponsables. Il est urgent de revenir sur ces suppressions et de créer des postes à hauteur des besoins, sous statut de la fonction publique d'État.

Il faudra donc rompre avec les diktats des marchés financiers, avec la politique d'austérité imposée par l'Union européenne et avec le pacte euro+.

Chaque année, l'État français paie aux banques 41 milliards d'euros en intérêts de la dette, l'équivalent du budget de l'Éducation nationale ! C'est le monde à l'envers. Il faut reprendre le pouvoir sur notre argent, et l'utiliser pour répondre aux besoins sociaux plutôt que pour entretenir le cercle vicieux de la finance. C'est pourquoi nous proposons de nationaliser les banques, de créer un pôle public bancaire et en donnant un nouveau rôle à la BCE.

Dans la situation de crise que nous vivons, c'est la seule politique responsable, parce que c'est la seule politique qui ne sacrifie pas l'avenir pour ménager les intérêts d'une minorité.

Vous remarquerez que j'ai gardé cette question des moyens pour la fin. C'est que la transformation de l'école est d'abord une question de projet. Nous ne réclamons pas plus de moyens pour panser les plaies de l'école, ou pour compenser les inégalités qu'elle crée. Nous avons besoin de moyens pour changer l'école, dépasser ses contradictions actuelles et la rendre capable de répondre aux défis de l'avenir.

assemblées citoyennes
ateliers législatifs
débats publics...

le réseau École est à votre disposition !

Nous pouvons vous aider à trouver des intervenants, vous fournir des argumentaires ou des informations vous conseiller dans l'organisation de vos débats...

n'hésitez pas à nous solliciter :
reseau.ecole-pcf@orange.fr

INTERVIEW**« J'aimerais bien contribuer à mettre le débat sur ses pieds »****Gérard Aschieri**membre du Conseil
national de campagne
du Front de Gauche
syndicaliste enseignant**Qu'est-ce qui t'a poussé à t'engager dans la campagne du Front de Gauche ?**

Mon engagement aux côtés du Front de Gauche date en fait des élections régionales. En effet, je pense que nous avons besoin d'alternance mais aussi de véritables alternatives : en fait, je suis assez convaincu que la perspective de changement profonds aux politiques conduites est une des conditions de l'alternance. Et je retrouve dans le Front de Gauche les valeurs et les idées pour lesquelles je me suis battu dans ma vie de militant syndical, la place centrale de l'humain, l'exigence de justice sociale et de démocratie, une autre logique de développement, la conception du rôle de l'éducation, l'importance des services publics et des solidarités...

Mais ce qui m'a sans doute le plus attiré c'est l'unité réalisée entre des forces diverses, le souci de surmonter les divergences pour construire ensemble un projet et la démarche citoyenne.

Je me suis dit que, sans appartenir à un des partis qui le constituent, je pouvais apporter ma contribution à cette démarche originale qui doit permettre de faire travailler ensemble des gens issus d'horizons divers, avec des engagements et des expériences de nature différentes et de dépasser les clivages entre politiques, associatifs, syndicalistes tout en respectant la spécificité et l'indépendance de chacun. C'est un peu ce qui se passe dans le groupe qui s'est constitué sur les questions de l'éducation : ça ne va pas bien sûr sans hésitations et difficultés mais je trouve que c'est enrichissant.

Quelle proposition aimerais-tu tout particulièrement mettre en avant dans cette campagne ?

Tout le monde affirme l'importance de l'éducation, mais je suis frappé de voir comment les problèmes sont souvent mal posés, les *a priori* nombreux : même avec d'excellentes intentions, on peut avancer des solutions malheureuses, inadaptées, parfois contre productives. L'appel récent de l'AFEV publié par *Libération* en est un bon exemple*. Derrière l'intention louable d'amener tous les élèves à la fin de la scolarité obligatoire, on retrouve des vieux clichés sur le collègue qui ignorent sa réalité actuelle, on mélange causes et conséquences, on ignore les ravages de la concurrence et on oublie que l'essentiel se passe dans la classe pour présenter l'accompagnement comme la solution. Bref, on met bien bas la barre des ambitions.

J'aimerais bien contribuer à mettre le débat sur ses pieds : la question centrale est celle de l'égalité qu'il faut rétablir contre toutes les logiques libérales de mise en concurrence et l'enjeu est de prendre au sérieux l'idée que tous les enfants sont capables et de se fixer pour tous des objectifs ambitieux de formation : une scolarité obligatoire à 18 ans

peut paraître aujourd'hui une chimère ; elle est pourtant un besoin de notre société et ne pas afficher cet objectif est le meilleur moyen de ne jamais y parvenir.

Je suis convaincu – et c'est peut être ce que je peux apporter – que **cela ne se fera pas si on ne donne pas aux enseignants et aux autres personnels les moyens d'exercer pleinement leur métier**. En effet leur confiance dans la capacité de tous à réussir est décisive pour cette réussite. Et pour qu'ils aient confiance il faut aussi leur faire confiance. Cela signifie qu'il faut arrêter de charger la barque de leur travail, de remettre en cause leur statut, d'exiger qu'ils travaillent « autrement », de leur imposer de l'extérieur, avec une caporalisation accrue, des pratiques et des valeurs qui leurs sont étrangères. Arrêter de leur dire comment ils doivent travailler mais les laisser prendre en mains leur métier. Personne ne s'épanouit en faisant mal son métier. Il y a partout envie de bien faire, des valeurs partagées, du désir d'assurer la réussite des élèves. Mais il y a aussi du découragement, du repli sur soi, de l'aigreur...

Il faut jouer sur les valeurs, le sens du service public et surmonter le découragement. Cela ne se fera pas par des proclamations, encore que le discours politique sur l'école soit important dans cette perspective. Il faut leur donner de la formation – et le nécessaire débat sur la formation initiale ne doit pas occulter l'urgence d'une relance de la formation continue –, relancer la recherche en éducation et leur y donner accès. Il faut favoriser le travail en équipe et leur donner du temps pour cela. Il faut leur redonner une vraie liberté pédagogique qui n'est pas le droit de faire ce qui plaît à chacun mais de maîtriser individuellement et collectivement leurs pratiques.

Et je pense que l'urgence est de commencer à le faire dans les zones les plus confrontées aux difficultés, là où les inégalités et l'échec sont les plus prégnants.

Comment penses-tu pouvoir être utile à la campagne sur le terrain ?

Nous avons commencé à travailler sur des textes qui affirment notre démarche et précisent ce que le programme partagé laisse dans l'ombre. C'est parfois compliqué, ne serait-ce que parce que nous parlons à partir de points de vue différents, mais c'est intéressant.

Cependant, je pense que l'essentiel est d'aller sur le terrain, pas seulement porter une « bonne parole », mais écouter, confronter, débattre... je suis convaincu qu'il y a beaucoup de richesse collective et c'est l'intérêt d'une démarche citoyenne que de la faire émerger. C'est pourquoi, dans la mesure de mes disponibilités, j'ai déjà accepté un certain nombre d'invitations pour des assemblées citoyennes ou des débats sur les questions de l'école : Reims, Évry, Mende, Montpellier, Morlaix sont d'ores et déjà sur mon agenda et j'espère que d'autres membres du groupe seront sollicités.

* <http://www.pacteechecscolaire.org/>

INTERVIEW

*« La bataille idéologique mérite d'être menée à gauche »***Christine Passerieux**membre du Conseil
national de campagne
du Front de Gauche
militante pédagogique*Qu'est-ce qui t'a poussé à t'engager
dans la campagne du Front de Gauche ?*

Mon engagement, depuis de longues années, dans un mouvement d'éducation nouvelle est un engagement politique. Pour autant, dans la période particulière des élections présidentielle et législative, il m'a paru indispensable de trouver une autre inscription dans l'actualité, plus « immédiate ». Je retrouve dans le Front de Gauche un certain nombre de valeurs qui sont constitutives de mon engagement depuis longtemps. Ce Front est une aventure singulière qui ouvre des portes à celles et ceux qui, comme moi, ne sont pas ou plus encartés dans un parti. Des propositions différentes y cohabitent ou plutôt s'affrontent, et d'une part c'est toujours les différences qui font avancer, d'autre part **je crois que la bataille idéologique ne s'adresse pas qu'à nos adversaires mais mérite, sur certains points d'être menée à gauche, y compris au sein du Front de Gauche** (je pense en particulier au collège unique). C'est donc un lieu politiquement fort intéressant, vrai lieu de débats, car lieu de conflits idéologiques garants d'un vrai travail de réflexion.

Je suis en phase avec un certain nombre de propositions et en particulier l'idée que si la question des moyens ne peut être évacuée, elle ne suffit pas à répondre aux questions soulevées par l'échec scolaire socialement très ségrégatif. Et que pour changer l'école, il nous faut réfléchir aux missions que nous lui assignons, à ce que nous voulons lui voir transmettre, et aux conditions à remplir pour que cette transmission soit possible. Enfin, la motivation de mon engagement n'est pas ponctuelle, car **quels que soient les résultats électoraux le travail à faire sera considérable pour promouvoir une autre école, permettre aux enseignants de relever la tête et avoir à nouveau le goût de l'engagement.**

Quelle proposition aimerais-tu tout particulièrement mettre en avant dans cette campagne ?

Dans mes nombreuses interventions, je ne peux que constater que **l'idéologie des dons ou du handicap socio-culturel a la peau dure**, même si elle prend des formes plus ou moins euphémisées. Et cela dans tous les milieux. La campagne contre le collège unique est de ce point de vue emblématique. Car derrière les « arguments » (dépassé, pas adapté...), ce qui fait consensus, c'est qu'il n'est pas question que tous les enfants accèdent aux mêmes études, sur des critères socio-économiques, mais aussi parce qu'il ne saurait être question de contraindre ces enfants qui rêvent d'être manuels à être des intellectuels. Par un

processus assez pervers qui serait de les protéger, ces pauvres enfants..., de nos propres projections étroites et méprisantes à l'égard du travail manuel.

Pourquoi cette idéologie de la naturalisation des différences ? Les raisons en sont multiples. Cela semble relever du bon sens : à observer les résultats des élèves on ne peut que constater l'échec massif de ceux qui viennent des classes populaires. Mais aussi : convictions profondes avec une avancée de l'idéologie néo-libérale (le président a été élu aussi par des enseignants et des... parents !!!) ; profond malaise des enseignants qui sont contraints à exercer leur métier dans des conditions qui en dénaturent le sens : injonctions multiples et parfois contradictoires, prescriptions dont ils savent l'indigence (je pense en particulier à l'aide personnalisée et aux stages dits de remise à niveau) ; des programmes idéologiques, inadaptés et qui conduisent à une véritable déculturation... Et ne pas réussir à réduire l'échec de ses élèves c'est se trouver soi-même en échec, ce qui est insupportable. Alors, plutôt que de s'interroger sur la nature de ce qui fait difficultés, on trouve des causes et chacun se dédouane ainsi.

Ce n'est pas à proprement parler une proposition, mais il faut avancer sur cette question, car **tant que l'on pensera que les différences entre élèves sont des inégalités naturelles, toute réforme structurelle ne fera que perpétuer fondamentalement l'école sélective que nous connaissons** : c'est le noyau dur, le fondement de toute proposition alternative. Par ailleurs, cette idéologie transforme insidieusement l'école et le métier d'enseignant : l'individualisation dans des logiques de prévention prédictive, la médicalisation et la psychologisation de la difficulté, maintiennent l'existant et plus grave peut-être encore participent à surveiller, trier, formater dès le plus jeune âge. C'est une question anthropologique, le noyau dur de la question scolaire. Et on ne peut que constater des convergences entre la droite et la gauche.

Comment penses-tu pouvoir être utile à la campagne sur le terrain ?

Dans le cadre du Front de Gauche Éducation, ma (petite) expertise en matière d'éducation ne peut qu'alimenter d'autres expertises comme celles de chercheurs, syndicalistes, enseignants, sur d'autres terrains que ceux que j'ai fréquentés. Ma réflexion, mon expérience professionnelle peuvent, je crois (et cela en toute humilité), permettre d'enrichir nos propositions, mettre en réflexion celles et ceux qui sont intéressés par l'éducation sur le terrain, dans les assemblées citoyennes. Il nous faut enrichir et approfondir le PPP, aller au débat...

INTERVIEW**Bertrand Geay**

membre du Conseil national de campagne du Front de Gauche sociologue

« Mon intervention ne peut venir qu'en appui du travail militant »

Bertrand Geay est aujourd'hui professeur à l'Université de Picardie et membre du CURAPP-CNRS.

Élève de Pierre Bourdieu, il a développé des travaux sur le syndicalisme enseignant, les politiques scolaires et la socialisation politique et morale.

Il a notamment publié ou co-publié :

Profession : instituteurs. Mémoire politique et action syndicale, Paris, Seuil, 1999 ;

Pour une gauche de gauche. Diagnostics pour agir, Bellecombe-en-Bauges, Croquant, 2008 et *La protestation étudiante. Le mouvement étudiant du printemps 2006*, Paris, Raisons d'agir, 2009.

Dans un ouvrage collectif à paraître au Croquant en février prochain (*2012 : les sociologues s'invitent dans le débat*), il a rédigé les contributions relatives à l'école et à l'enseignement supérieur.

Qu'est-ce qui t'a poussé à t'engager dans la campagne du Front de Gauche ?

Le sentiment que l'on a peut-être enfin construit **un outil de rassemblement de la gauche de gauche en mesure de restructurer le champ politique.**

Dès la fin des années 1980 (eh oui, cela fait un peu dinosaure !), alors que je m'engageais dans ma thèse sur les instituteurs, j'ai eu le sentiment que les clivages nés de l'après-68 connaissent un profond bouleversement. Sensibilisé à la sociologie de Pierre Bourdieu et aux théories politiques autogestionnaires au cours de mes années de lycée, dix ans plus tôt, je me disais et j'essayais de convaincre mes proches que nous ne pourrions plus critiquer l'école de la même façon. L'invasion néo-libérale imposait de repenser nos analyses à la fois contre les mécanismes de reproduction du système d'enseignement et contre l'espèce de subversion qui se dessinait alors de tout ce qui fait l'esprit public, le service public, l'état social. Et s'imposait à moi comme à d'autres l'idée qu'il fallait constituer un large pôle de rassemblement à la gauche du Parti socialiste. Compte tenu de l'offre politique d'alors, pendant une dizaine d'années, je me suis malgré tout surtout engagé dans le « mouvement social », comme on dit à *Agir ensemble contre le chômage !*, dans le mouvement altermondialiste, puis, lorsque Pierre Bourdieu lui-même s'est engagé plus résolument dans l'arène sociale, à *Raisons d'agir*.

En 2002, entre les deux tours de l'élection présidentielle, nous avons lancé à Poitiers une initiative sur la « reconstruction de la gauche ». Autour de *Raisons d'agir* s'est constitué un large rassemblement syndical, associatif et politique (des libertaires à la gauche du PS en passant par ATTAC, la FSU, la LCR et le PCF) qui a naturellement pris en charge la campagne contre le TCE en 2005 puis la constitution des fameux collectifs unitaires. Malheureusement, les divisions de 2007 ont anéanti une bonne part de ce que nous

avons accumulé pendant quelques années et il a fallu recommencer sur de nouvelles bases. Les années 2000 ont également représenté une intense période de mobilisation sur le terrain de l'école et de l'enseignement supérieur, du grand mouvement de 2003 (trop souvent décrit à l'aune de la défaite subie) à la lutte victorieuse de 2006, jusqu'aux mobilisations de 2007 et 2009 dans les universités. De tout cela, il nous fallait faire quelque chose.

Je reste convaincu que le Front de gauche devra encore s'élargir et s'ancrer dans une pratique démocratique « par en bas », mais il constitue d'ores et déjà un outil exceptionnel de rassemblement.

Quelle proposition aimerais-tu tout particulièrement mettre en avant dans cette campagne ?

L'idée **d'une remise à plat du curriculum de l'école unique**, au minimum du Cours préparatoire à la troisième. En effet, il faut bien sûr redonner des moyens au service public d'enseignement et s'attaquer résolument aux contre-réformes scolaires (renforcement des logiques managériales et concurrentielles, subversion individualiste des politiques d'éducation prioritaire, etc.). Mais il faut dans le même temps s'attaquer à tout ce qui mine de l'intérieur le service public et qui se trouve instrumentalisé par la contre-réforme. Or, la question des contenus d'enseignement et de la progressivité des apprentissages me semble de ce point de vue décisive. Les interrogations légitimes sur le redoublement, sur l'élitisme ou sur la notation, les travaux qui mettent en évidence les lacunes des élèves et ceux qui analysent les façons dont ils se trouvent mis en échec, l'objectif de ré-internaliser tout ce qui est actuellement pris en charge par les familles ou les officines de cours privés, ou encore la critique du « socle commun de connaissances et de compétences » : tout converge vers l'absolue nécessité de restructurer le curriculum.



interview de Bertrand Geay

Bien entendu, le débat politique doit ici être premier. Dès cette campagne et après une possible victoire de la gauche, il s'agit de **mettre en débat dans la société et au Parlement les grands types de savoirs qui doivent être transmis aux futurs citoyens** : maîtrise de la langue, connaissance des phénomènes naturels et des phénomènes sociaux, éducation du corps et de la sensibilité, savoirs techniques et professionnels... Qu'est-ce qui est indispensable au travailleur et au citoyen d'aujourd'hui pour vivre en société, pour voter... et pour poursuivre son éducation après la période de scolarisation initiale ? Les professionnels et les chercheurs doivent de leur côté être mobilisés pour préciser à la fois les programmes et les grandes orientations en matière de transmission des savoirs. À cet effet, du temps doit être dégagé pour les professionnels. Mais aussi une grande institution indépendante de statistique et de recherche doit être créée, intégrant l'expérience de la DEPP et celle de l'INRP. Des travaux scientifiques sur les pratiques et les méthodes doivent être développés à grande échelle. Une telle institution serait la clé de voute d'une véritable politique rationnelle de démocratisation.

Ce chantier considérable doit être conduit sur plusieurs années, de façon démocratique, méthodique et transparente. Le point de départ devrait en être une objectivation de ce qui est aujourd'hui effectivement transmis aux élèves et acquis par eux. Et le dispositif créé devrait ensuite permettre la révision périodique des programmes.

Comment penses-tu pouvoir être utile à la campagne sur le terrain ?

J'ai participé au lancement du Front de gauche de l'Éducation et j'essaie de dégager du temps pour contribuer à la production de textes ou pour participer à des réunions publiques.

Cela étant dit, mon parcours aussi bien que ma conception des rapports entre travailleurs intellectuels et citoyens m'incitent à **valoriser d'abord le travail des collectifs militants**. Je n'ai jamais pensé que les sociologues devaient dire aux citoyens ce qu'ils avaient à faire et moins encore que la parole des « spécialistes », quels qu'ils soient, devait se substituer à celle des assemblées.

De ce point de vue, je considère que **mon intervention ne peut venir qu'en appui du travail militant**. Pour ce qui est du domaine de l'enseignement, les partis ont déjà des idées assez précises. De plus, l'apport des syndicalistes et des militants associatifs peut être considérable. L'expérience du Front de gauche peut donner l'occasion à des milliers de militants d'intervenir directement dans le champ politique.

Je me permets d'insister sur ce point en tant que « spécialiste » du syndicalisme enseignant. En même temps, ma connaissance des spécificités du champ scolaire m'amène aussi à penser que l'apport de regards extérieurs – experts ou non, peu importe – peut être utile pour dépasser les clivages internes à cet univers. Sur le point que j'évoquais tout à l'heure – le curriculum – comme sur beaucoup d'autres, il est indispensable de dépasser les clivages issus des cultures de corps ou de métiers et qui souvent font obstacle à une sortie par le haut de toute une série de débats piégés.

D'ailleurs, les syndicalistes en conviennent souvent d'eux-mêmes : **la politique doit aussi servir à trancher ce que le compromis entre groupes et institutions a laissé dans un état de relative incohérence.**

C'est à ce type de débats et à tout ce qui peut contribuer à faire gagner nos idées que je m'efforce d'être utile.

ASSEMBLÉE CITOYENNE À SAINT-DENIS

nous sommes les 99% !

Plus de cinquante personnes s'étaient réunies jeudi 19 janvier à Saint-Denis (93) pour un débat animé par Stéphane Bonnéry, chercheur en éducation et membre du groupe de campagne du Front de Gauche et du réseau École du PCF.

Militants associatifs, politiques et syndicaux, parents d'élèves, étudiants et enseignants, en présence du maire Didier Paillard et de David Prout, adjoint à l'Éducation, ont fait avancer l'analyse de l'évolution de l'école et ont débattu sur les propositions que le Front de Gauche a pour vocation de faire entendre.

De cette soirée ressort l'envie de permettre à la plus large population de la ville de s'emparer de ces arguments : la campagne électorale est l'occasion de rythmer le débat d'idées. **Une campagne d'action devant les écoles a donc commencé à se dessiner.** À Saint-Denis, où la question de l'échec et des inégalités sco-

lares est vive, **les participants ont pointé des priorités : mener la bataille contre la sous-dotation qui pénalise la Seine-Saint-Denis, relever le défi du collège réellement unique pour l'égalité, transformer l'école à partir de l'idée que tous les enfants sont capables d'apprendre dans d'autres conditions.**

L'école est apparue comme un lieu stratégique de la bataille politique : les gouvernants, au service du patronat, veulent diviser les parents (carte scolaire, peur de la baisse du niveau), là où nous devons tracer des convergences. Transformons l'école sur le modèle de l'enfant qui n'a que l'école pour apprendre les savoirs et raisonnements savants, on va dans l'intérêt des catégories les plus démunies comme des familles de salariés qui le sont moins.

Nous sommes les 99% : faisons grandir cette conscience.

qu'est-ce que la conscience phonologique ?

cette contribution réagit à l'article de Laurent Mouloud publié dans *l'Humanité* du 11 octobre 2011*

Gérard Loustalet-Sens

psychologue scolaire retraité
docteur en Sciences
de l'Éducation
ancien chargé de cours
de psycholinguistique

La critique de Laurent Mouloud visant l'« étiquetage » ministériel des comportements (« respect de l'autre », « contrôle des émotions »...) est parfaitement pertinente. Lorsqu'il y amalgame la « conscience phonologique », il se décrédibilise. En ironisant sur

la conscience phonologique, je le cite, « des enfants âgés, rappelons-le, d'environ cinq ans », il montre simplement qu'il ignore ce dont il s'agit.

Oui, c'est bien vers cinq ans que commence à se structurer cette compétence langagière dont on sait, avec deux autres dont je parlerai plus loin, qu'elle est déterminante pour l'apprentissage de la lecture. L'école maternelle se doit de veiller à son acquisition. Cela commence, par exemple, par la décomposition d'un mot en syllabe : /po-ti-ron/, puis par faire entendre que deux mots peuvent « finir pareil » : /potiron-/ /citron/, ou « commencer pareil » : /potiron-/ /policel/, etc. Jusqu'à la discrimination des phonèmes : **potiron** et **pivoine** commence par [p], **salade** et **serpent** par [s], etc.

Cette démarche est d'ailleurs connue et l'école maternelle l'utilise depuis longtemps plus ou moins empiriquement. Il s'agit aujourd'hui de la rationaliser. La recherche a montré, depuis une vingtaine d'années, que si cette compétence est bien acquise en fin de maternelle, l'apprentissage de la lecture se fera

sans problème ; ce qui ne signifie pas que sa non acquisition complète signifiera fatalement l'échec, l'acquisition pouvant se poursuivre en CP.

Deux autres compétences sont à travailler : l'étendue du lexique mental (la richesse du vocabulaire, si l'on veut) et la rapidité de dénomination (c'est-à-dire, expérimentalement, la rapidité avec laquelle l'enfant peut retrouver dans son lexique mental la représentation phonologique (le mot oralisé) d'un objet (connu) dont on lui présente l'image).

Ces rapides considérations ne sont pas seulement affaire de psycho-pédagogues, mais doivent être au moins connues d'une structure comme le Réseau École, ce qui éviterait quelques sottises comme celle de Laurent Mouloud ou cette « tribune libre » dans *l'Huma*, il y a quelque temps, qui vantait les joies de la « méthode syllabique ». Stéphane Bonnery sait évidemment tout cela, il pourrait en faire bénéficier les camarades. Il a montré d'ailleurs pour sa part comment l'échec des enfants des classes populaires se construit dans les situations pédagogiques elles-mêmes (*Comprendre l'échec scolaire*, La Dispute, 2007).

Je ne connais pas exactement les objectifs du Réseau École, mais il me semble que la prise en compte des acquis de la recherche en psychologie et en psychopédagogie devrait donner justesse, consistance et autorité à ses interventions, lesquelles ne devraient pas se borner à reprendre des revendications syndicales, certes légitimes, mais qui ont d'autres lieux d'élaboration.

*. <http://www.humanite.fr/societe/chatel-invente-l%E2%80%99etiquetage-des-eleves-de-maternelle-481487>

travail collectif et fonctionnement démocratique

une réaction aux 12 propositions du Front de gauche pour l'école de l'égalité

Christian Billières
inspecteur de l'Éducation
nationale retraité

Inspecteur de l'Éducation nationale en retraite, je prends connaissance avec enthousiasme de l'article paru ce lundi 30 janvier dans *l'Humanité**. Je me permets une remarque notoirement absente de nombreux travaux, excepté ceux des mouvements pédagogiques. Je veux souligner, dans l'intérêt de tous les élèves, *l'importance du travail collectif* dans l'équipe d'école, l'équipe du collège... pour lequel la plupart des incitations officielles restent rares, sans dispositifs et moyens de les mettre en œuvre, maintenant des structures administratives qui isolent chaque enseignant, dans son statut, sa carrière, sa classe, et, ça vient de sortir, ses résultats (?).

L'article des douze mesures évoque la diversité des personnels qui doivent composer l'équipe d'adultes qui encadre les enfants. À côté des enseignants, l'assistante sociale, le médecin scolaire, l'infirmière... Il revendique, et j'en suis pleinement d'accord, des temps et des lieux pour que les parents rencontrent « l'équipe éducative », et je prétends qu'il est nécessaire d'envisager comment tout ce monde là travaille collectivement dans l'intérêt de tous les enfants. C'est une clé essentielle de l'efficacité pour tous les enfants, un besoin démocratique indiscutable, mais une procédure de travail qui n'a rien à voir avec les manipulations managériales en vogue, les manies évaluatives de l'entreprise, le profit et la recherche des résultats à court terme...

La comparaison a souvent été faite. Quel médecin, quel technicien, quel ingénieur, quel plombier, peut prétendre aujourd'hui travailler seul, sans les échanges avec ses collègues, la formation continue régulière, les échanges avec ses pairs ? À notre époque, tous les récits professionnels individuels s'inscrivent dans des récits collectifs armés. Faut-il ignorer tout du métier d'enseignant pour nier les savoirs professionnels qu'il implique, saborder toutes les formations, raréfier le nombre d'adultes dans les établissements, la richesse de la diversité de leurs appuis nécessaires dans les milieux éducatifs ?

Il faut se demander pourquoi l'Éducation nationale, depuis des décennies, ne retient rien des expériences

menées dans de nombreux établissements qui obtiennent de bons résultats en terme de réussite scolaire et de réductions des écarts discriminants sociaux. Le plus souvent ces travaux sont menés à l'initiative d'équipes de terrain, engagées, ouvertes, liées à la recherche, partageant des exigences bien au-delà des simples injonctions officielles. Ces équipes se préoccupent des effets de leur enseignement dans la durée de la scolarité des élèves, bien au-delà de la tranche hebdomadaire, ou de la classe isolée annuelle. L'étude de l'INRP sur les effets de l'organisation de l'école sur les résultats scolaires date maintenant de plus de 40 ans.

L'Éducation nationale a besoin d'un fonctionnement plus démocratique. Où sont les apprentissages de la citoyenneté dans le vécu ordinaire d'un élève, confronté à des apprentissages disciplinaires en miettes, des évaluations incitant à l'individualisme, à la concurrence ? Où est l'apprentissage de la coopération, de l'entraide, des échanges entre pairs ou intergénérationnels, du simple respect mutuel ? Pourquoi les élèves sont-ils enfermés dans des groupes d'âge sans contact avec d'autres, plus grands, plus petits ? À quoi rime la persistance des redoublements, les fossés fonctionnels maintenus entre maternelle et primaire, entre primaire et collège ?...

De nombreuses de ces questions ne peuvent être prises en compte que par des équipes constituées, travaillant collectivement sur des priorités définies visant l'apprentissage réussi de tous les élèves. Ce travail d'équipe nécessite une formation, des moyens, des temps de travail, des accompagnements, un fonctionnement démocratique, une volonté politique dépassant enfin le contenu des « conseils officiels » institués. Les conseils d'école ont par exemple dans leurs prérogatives la discussion trois fois par an des modalités d'aide aux enfants en difficulté : combien s'en emparent au-delà des bilans financiers et des problèmes de travaux ou de robinets ?

Ce serait, je le crois, une avancée démocratique majeure de reconnaître l'importance de ces dispositions en faveur du travail éducatif collectif. Et tant mieux si l'Administration a plus à craindre de groupes constitués, engagés, revendicatifs que d'enseignants isolés, de parents inquiets livrés aux charlatans de l'aide scolaire.

*. Il s'agit de l'article présentant les 12 propositions du Front de Gauche : <http://www.humanite.fr/societe/les-douze-mesures-du-front-de-gauche-pour-lecole-de-legalite-488822>

QUATRE AFFICHES POUR DÉFENDRE ET TRANSFORMER L'ÉCOLE

Le réseau école, en partenariat avec la fédération du Val-de-Marne du PCF, lance une campagne d'affiche pour défendre et transformer l'école. Plus de 40 fédérations du PCF se sont procuré ces affiches.

Un tract utilisant les mêmes visuels sera prochainement mis à disposition.



Leïla aura-t-elle une place en maternelle ?

Seuls 13% des enfants de 2 ans sont scolarisés. Ils étaient 35% en 2000.

La scolarisation précoce réduit les inégalités.

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne enseignement@pcf.fr



125 000 collégiens de plus en quatre ans dont Margot. Tous capables d'apprendre !

+ de profs, mieux formés, avec les moyens de faire leur métier.

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne enseignement@pcf.fr



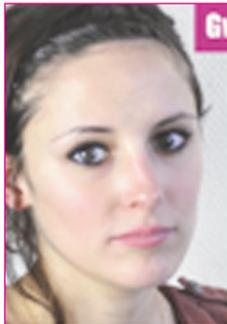
Thomas ne comprend pas :

cette année,
+ 5 000 élèves,
- 18 000 professeurs.

Dépensons pour l'école, pas pour la crise des banquiers.

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne enseignement@pcf.fr



Gwen veut le même diplôme que dans les écoles "d'élite".

Non à la concurrence entre établissements ! Des diplômes nationaux !

Construisons l'école de l'égalité !

Rejoignez la campagne enseignement@pcf.fr



PROPOSITION DE LOI GROSERRIN :

LE GOUVERNEMENT VEUT PRIVATISER LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

Intervention de Marie-Hélène Amiable, députée PCF des Hauts-de-Seine à l'Assemblée nationale le 18 janvier 2012

Madame la présidente,

Je souhaiterais faire une intervention préalable à notre réunion, au nom du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR), concernant le déroulement de nos travaux.

Nous avons appris hier par la conférence des présidents de l'Assemblée nationale que la « proposition de loi relative à la modification de certaines dispositions encadrant la formation des maîtres » allait être inscrite à l'ordre du jour de nos débats.

Je veux donc d'abord vous faire part de la stupeur qui a été la nôtre lorsqu'on nous avons découvert que ce texte [déposé le 10 janvier dernier] serait débattu dès le 8 février en séance publique, alors même que nous n'avons pas encore nommé de rapporteur ni planifié son examen en commission. Nous craignons ainsi que le gouvernement déclare une procédure accélérée sur ce texte, avec la

volonté de le faire aboutir à tout prix avant la fin de la législature.

Or ce celui-ci prévoit que les enseignant-e-s ne soient plus uniquement formés par les universités mais « notamment » par celles-ci, ce qui laisse éventuellement la voie ouverte au privé. Cette proposition de loi envisage d'autre part le renoncement à un cahier des charges de formation, ainsi que la suppression des mentions relatives à la formation initiale et à la formation continue des enseignant-e-s.

Sans plus entrer dans le détail du texte, même si je pense que la plupart de nos collègues n'ont pas eu le temps d'en prendre connaissance, je souhaite donc, au nom du groupe GDR, élever ici une protestation sur les conditions de travail de notre commission des affaires culturelles et de l'éducation. Cette question d'une extrême importance qu'est la formation des maîtres ne mérite pas d'être traitée ainsi.

Intervention de Marie-Hélène Amiable lors de l'examen de la proposition de loi par la commission des Affaires culturelles le 1er février 2012

Madame la présidente,
Monsieur le rapporteur,
Mes chers collègues,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour examiner la proposition de loi que vous avez déposée le 10 janvier dernier sur le bureau de l'Assemblée nationale pour modifier « certaines dispositions encadrant la formation des maîtres ».

Au nom du groupe GDR, je veux à nouveau dire notre exaspération à travailler dans ces conditions. À moins d'un mois de la fin de la session ordinaire censée marquer la fin de la législature, nous sommes invités à débattre d'un texte déposé depuis à peine plus de 20 jours !

Preuve de cette précipitation, notre collègue Groserrin, auteur et rapporteur du texte, n'a réussi à rassembler derrière son initiative qu'une trentaine de ses collègues, là où on l'on voit habituellement les député-e-s du groupe UMP signer en bloc. L'improvisation est donc toujours au rendez-vous, ce qui ne nous change pas d'ailleurs beaucoup des habitudes prises dans ce dossier, à la droite de l'hémicycle et jusqu'au plus haut niveau de l'État ! Je pense par exemple à l'annonce surprise du président de la République, le 2 juin 2008, de la réforme de la masterisation et au chaos qui s'en est suivi.

Cette réforme n'est pas bonne et nous le savons toutes et tous ici, dans cette commission des affaires culturelles et de l'éducation, pour avoir pris connaissance du rapport

issu des travaux de la mission sur la formation initiale et les modalités de recrutement des enseignant-e-s. En marquant à nouveau notre désaccord sur les propositions que ce rapport contient en seconde partie, je vous rappelle ici les termes du bilan sans appel qu'il a dressé de la réforme de la masterisation : traduction budgétaire délicate, mise en place d'une offre de formation insatisfaisante, accès diminué des étudiants d'origine modeste au master, déconnection du diplôme et du concours, désorganisation de l'année de stage des professeurs recrutés et affaiblissement du vivier des candidat-e-s, démissions en augmentation dans le 2nd degré...

Plus grave, il faut redire solennellement aujourd'hui à toutes celles et tous ceux qui nous écoutent, et je pense en particulier à tous les parents d'élèves, que cette réforme, que vous envisagez en réalité de conforter avec votre proposition de loi, permet que des lauréat-e-s du concours d'enseignant-e-s soient placés en responsabilité devant une classe sans avoir jamais été formés !

Il suffit pour cela d'avoir d'être titulaire d'un master, quel qu'il soit, par exemple en finance ! Et je n'évoque pas ici la question des professeurs vacataires qui est encore beaucoup plus vaste...

Monsieur le rapporteur, nous ne sommes pas contre une élévation du niveau d'études requis pour devenir enseignant-e, bien au contraire, mais à la condition que des moyens soient véritablement donnés pour que toutes et



PROPOSITION DE LOI GROSPERRIN (suite)

tous aient réellement la chance de pouvoir mener des études longues. Nous ne transigeons pas en revanche sur les mesures qui s'imposent d'elles-mêmes pour sortir de cette crise profonde : abandon de la réforme actuelle et retour à une vraie formation professionnelle, entrée progressive dans le métier, plan pluriennal de recrutement.

De votre côté, vous vous êtes félicité dans votre rapport que « la mastérisation permet à la France de rompre avec le modèle traditionnel de recrutement de la fonction publique selon lequel l'État employeur organise des concours pour recruter et former à ses métiers des diplômés, eux-mêmes formés, par l'université, à des disciplines intellectuelles ».

Mais c'est la plus haute juridiction administrative française, le Conseil d'État, qui vous a visiblement ramené à la réalité, en décidant, le 28 novembre 2011 sur requête – je le rappelle – du SNES, du SNESUP, de *Sauvons l'Université*, de Sud-Éducation, de la FCPE, et du SGEN-CFDT, d'annuler en partie l'arrêté du 12 mai 2010 fixant les compétences à acquérir par les enseignant-e-s et CPE stagiaires et à annuler, d'autre part, les modalités d'évaluation et de titularisation des professeurs agrégés, telles qu'elles apparaissaient dans un second arrêté de la même date. Par cette décision, le conseil d'État a donc dit au ministre de l'Éducation nationale qu'il ne respectait pas la loi en l'enjoignant d'entamer une concertation pour régler le problème.

Aujourd'hui, vous vous faites la plume du ministre pour contourner cette décision du Conseil d'État et directement modifier le code de l'éducation. Et votre texte est porté à l'ordre du jour lors d'une semaine gouvernementale ; le gouvernement décidera probablement d'engager la procédure accélérée pour faire adopter le texte à marche forcée avant les échéances électorales ! Permettez moi de vous dire que ce n'est pas sérieux.

J'ajoute que si vous avez réalisé quelques auditions le temps d'une soirée, vous avez encore une fois omis d'entendre le premier syndicat de l'enseignement supérieur. De toutes façons, c'est bien toute la communauté éducative que vous avez désormais à dos puisqu'une dépêche titrait sur le « tollé » que votre texte a provoqué.

Je reviendrai, avec les collègues de mon groupe, sur le fond de cette proposition de loi à l'occasion de l'examen des articles. Je peux néanmoins vous dire notre opposition résolue à la dissolution des missions des IUFM, à une possible privatisation de la formation des enseignant-e-s, au remplacement du cahier des charges auquel est actuellement tenue de répondre la formation des maîtres par un simple référentiel même si, preuve de votre hâte, vous nous proposez un amendement aujourd'hui. Nous nous opposerons aussi à l'abrogation des références faites aux formations théorique et pratique, aux formations initiale et continue des maîtres - car enseigner est un métier - ainsi qu'à l'obligation de formation après leur recrutement des enseignant-e-s des établissements d'enseignement technologique.

Après les dizaines de milliers de suppressions de postes, la précarité renforcée dans l'éducation, le saccage des RASED, l'Éducation nationale va très, très mal. Les enseignant-e-s l'ont encore dit hier.

Nous défendrons donc, par voie d'amendement, la suppression de toutes ces dispositions, mais je veux en préalable vous demander, monsieur le rapporteur, au nom des député-e-s communistes et du Parti de gauche, mais aussi au nom des futurs enseignant-e-s et au nom de nos enfants qui ont besoin de prendre le chemin de l'école en sachant qu'ils auront devant eux des adultes formés, capables de tous les mener vers la réussite et l'épanouissement, de retirer votre proposition de loi.

À lire dans l'Humanité

- L'UMP veut livrer la formation des enseignants au privé (23 Janvier 2012).

Le député Jacques Gasparrin a déposé, avec l'assentiment du gouvernement, une proposition de loi qui permettrait aux officines privées de concurrencer les universités. Un article de Laurent Mouloud.

<http://www.humanite.fr/societe/%E2%80%99ump-veut-livrer-la-formation-des-enseignants-au-privé-488347>

- Proposition de loi Gasparrin : une liquidation des IUFM, un cadeau pour les prépas privées.

Communiqué de l'UNEF du 23 janvier 2012

<http://www.humanite.fr/education/proposition-de-loi-gasparrin-une-liquidation-des-iufm-un-cadeau-pour-les-prepas-privées-u>

**envoyez-nous vos comptes-rendus
de débats, annonces d'initiatives...**
reseau.ecole-pcf@orange.fr

LE RÉSEAU ÉCOLE DANS LES DÉBATS

retrouvez les comptes-rendus d'assemblées citoyennes sur l'école dans notre nouvelle rubrique :
l'école dans la campagne du Front de Gauche...

Rencontre de l'Observatoire des zones prioritaires : cinq partis politiques face à l'éducation prioritaire - 18 janvier 2012

Henriette Zoughebi, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France en charge des lycées, représentait le PCF. Elle a débattu avec Olivier Masson (Europe écologie/Les Verts), Sylvain Canet (MODEM), Bruno Julliard (PS) et Jacques Groperrin (UMP).

Un compte-rendu du débat est disponible ici :
<http://www.ozp.fr/spip.php?article1471>

Journée d'études organisée par le réseau École du PCF : Quelle culture commune pour l'homme, le citoyen, le travailleur de demain ? Contenus d'enseignement, programmes et curricula 21 janvier 2012 - siège du PCF place du Colonel-Fabien Paris

Après une introduction de Stéphane Bonnéry, qui a souligné l'élévation du niveau des savoirs dans la société et les enjeux d'une réforme progressiste des programmes et des curricula, la journée s'est organisée autour de trois tables rondes.

La première table a porté sur les défis nouveaux de l'économie, de la démocratie et de la société, l'exigence de démocratisation scolaire et d'émancipation individuelle et collective. Elle a réuni Jacques Bernardin, président du Groupe français d'Éducation nouvelle, Marianne Balby, secrétaire générale adjointe du SNUipp, Claire Pontais (SNEP) et Marine Roussillon, responsable du réseau École du PCF. La deuxième table ronde a discuté de la diversification des voies et des filières et de son articulation avec la construction d'une culture commune, avec la participation de Stéphane Bonnéry, chercheur en sciences de l'éducation, Régis Régnault, ancien représentant de la CGT à la Commission nationale de la certification professionnelle, Thierry Reygades, secrétaire national du SNES-FSU, responsable

du secteur enseignements technologiques et formation professionnelle et Jean-Pierre Sceaux, ancien directeur de l'IUT du Havre. Enfin, la troisième table ronde s'est attachée aux modalités d'une élaboration démocratique des programmes et des curricula. Igor Martinache, membre du secrétariat de l'APSES, Bertrand Geay, professeur en sciences de l'éducation à l'Université de Picardie, Jean-Louis Martinand, chercheur en sciences de l'éducation, professeur émérite à l'ENS Cachan, laboratoire *Sciences Techniques Éducation Formation* et Michèle Vinel (Syndicat des Inspecteurs d'Académie) ont fait part de leurs analyses et de leurs expériences.

Plus de 60 personnes ont participé aux travaux et aux discussions, parmi lesquels de nombreux responsables associatifs ou syndicaux, des animateurs du réseau école dans les fédérations, Jean-Jacques Hazan (FCPE), Janine Reichstadt (GRDS), Christine Passerieux (GFEN)...

Les actes de cette journée seront publiés prochainement par la Fondation Gabriel Péri.

AGENDA

8 février - Paris

Réunion du groupe de campagne Éducation du Front de Gauche.

9 février - Lorient

Quelle école voulons-nous ? Assemblée citoyenne avec la participation de Bertrand Geay.

13 février - Paris 5e

De la maternelle à l'université, une école de qualité, pour tous et partout ! 19h, espace Saint-Michel, assemblée citoyenne avec Marine Roussillon (PCF), François Cocq (PG) et Pierre Marsaleix syndicaliste enseignant.

18 février - Lille

Débat sur l'école avec Éric Bocquet, sénateur, et Cathy Apourceau, conseillère régionale.

20 février - Oignies

Quelle école voulons-nous ? Assemblée citoyenne en présence de Cathy Apourceau.

23 février - Poitiers

Assemblée citoyenne sur l'enseignement supérieur et la recherche.

23 février - Paris

EHESS. Le séminaire *Politique des sciences* invite le PCF et ses partenaires du Front de Gauche à présenter leurs propositions pour l'enseignement supérieur et la recherche. Avec Marion Guénot (UEC), Marine Roussillon (PCF) et Bertrand Geay (Conseil national de campagne du Front de Gauche).

21 mars - La Seyne Sur Mer

Assemblée citoyenne sur l'école, les suppressions de postes, les RASED... avec Miranda Cirasaro.

12 avril - Boulogne Billancourt

Assemblée citoyenne sur l'école. Le réseau École du PCF sera représenté.

L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

L'évaluation : vers l'école entreprise...

Les profs refusent la dérive managériale.

<http://www.humanite.fr/societe/les-profs-refusent-la-derive-manageriale-485989>

Professeurs. *L'État tente d'imposer une logique de caporalisation*. Coauteur de *Manager ou servir* (Syllepses, 2011), le sociologue Thomas Lamarche décrypte les dangers du « nouveau management public ».

<http://www.humanite.fr/societe/professeurs-%C2%AB%E2%80%89%C2%A0%E2%80%99etat-tente-d%E2%80%99imposer-une-logique-de-caporalisation%E2%80%89%C2%A0%C2%BB-485993>

Quand le proviseur use et abuse de son pouvoir... Au lycée Apollinaire de Thiais (Val-de-Marne), des enseignants dénoncent depuis des mois les drôles de pratiques du proviseur.

<http://www.humanite.fr/societe/quand-le-proviseur-use-et-abuse-%E2%80%A8de-son-pouvoir%E2%80%A6-485992>

Évaluation, les profs ne se défilent pas.

<http://www.humanite.fr/societe/evaluation-les-profs-ne-se-defilent-pas-486098>

Vers l'école entreprise... Quels sont les dangers de la réforme de l'inspection des enseignants ?

Par Michel Sparagano, professeur de philosophie.

<http://www.humanite.fr/societe/vers-l%E2%80%99ecole-entreprise%E2%80%89-486782>

Évaluation des profs : lettre ouverte à Luc Chatel d'un inspecteur de l'Éducation nationale

Tribune d'Alcide Carton, Inspecteur honoraire de l'Éducation nationale.

<http://www.humanite.fr/societe/evaluation-les-profs-ne-se-defilent-pas-486098>

Autour des vœux de Nicolas Sarkozy à la communauté éducative : bilans et projets de la droite.

École : le chef de l'État mise sur la voie libérale. Sélection précoce des élèves, mise en concurrence des enseignants et des établissements, casse des statuts... Décryptage du discours du chef de l'État sur son projet pour l'éducation.

<http://www.humanite.fr/societe/ecole-le-chef-de-l%E2%80%99etat-mise-sur-la-voie-liberale-487250>

Vœux du président aux enseignants : bon courage. Nicolas Sarkozy a présenté ce jeudi ses vœux aux enseignants, développant deux axes programmatiques pour 2012. Plus d'autonomie et d'entreprises dans les écoles, moins de profs pour plus d'heures travaillées.

<http://www.humanite.fr/politique/voeux-du-president-aux-enseignants-bon-courage-487119>

Divorce consommé entre Nicolas Sarkozy et les profs. Dans ses vœux au monde de l'éducation, le chef de l'État a défendu de façon autoritaire un bilan pourtant unanimement contesté.

<http://www.humanite.fr/societe/divorce-consomme-entre-nicolas-sarkozy-et-les-profs-487165>

Éducation : retour sur cinq ans de casse. Les multiples réformes lancées par Nicolas Sarkozy dans l'enseignement primaire et secondaire ont débouché sur un accroissement des inégalités scolaires, au profit des milieux les plus favorisés. Florilège.

<http://www.humanite.fr/societe/education-retour-sur-cinq-ans-de-casse-487847>

Cinq années de ségrégation scolaire (16 Janvier 2012). Alors qu'il avait promis de diviser par trois le taux d'échec dans l'enseignement primaire et secondaire, les réformes de Nicolas Sarkozy n'ont débouché que sur un accroissement des inégalités. Petit florilège.

<http://www.humanite.fr/societe/cinq-annees-de-segregation-scolaire-487823>

Inégalités. Éditorial par Jean-Emmanuel Ducoin. Les contre-réformes subies par le système éducatif s'apparentent à une guerre des classes.

<http://www.humanite.fr/societe/inegalites-487167>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

À gauche, quel projet pour l'école ?

Éducation : les luttes des classes et de l'égalité sont engagées (16 janvier 2012). *Questions pour un changement*. Avant la fin de son quinquennat, Nicolas Sarkozy veut accélérer l'évolution d'un système éducatif basé sur la concurrence et l'élitisme. À gauche, PS et Front de gauche travaillent à une nouvelle réforme scolaire.

<http://www.humanite.fr/societe/education-les-luttes-des-classes-et-de-l-e2%80%99egalite-sont-engagees-487820>

Marie-Hélène Amiable : « Nous nous inscrivons dans une logique de service public... » (16 janvier 2012). Marie-Hélène Amiable, député-maire (PCF) de Bagnex, dans les Hauts-de-Seine, dénonce le bilan de Sarkozy sur l'éducation et ouvre des perspectives.

<http://www.humanite.fr/societe/marie-helene-amiabile-%C2%AB-nous-nous-inscrivons-dans-une-logique-de-service-public-e2%80%A6-%C2%BB-487818>

Hollande et la bonne éducation (24 Janvier 2012). Le candidat socialiste a reçu, hier, à sa demande, les principaux syndicats d'enseignants. Lesquels ont évoqué leurs attentes de « signaux » dès la rentrée 2012.

<http://www.humanite.fr/politique/hollande-et-la-bonne-education-488438>

L'enseignement professionnel est-il de trop?

Un débat dans l'Humanité du 16 décembre, avec :

Jérôme Dammerey, co-secrétaire général du Syndicat national unitaire de l'enseignement professionnel (Snuep-FSU)

Brigitte Gonthier-Maurin, sénatrice PCF des Hauts-de-Seine, rapporteur budgétaire pour avis sur l'enseignement professionnel

René Louail, agriculteur, conseiller régional de Bretagne (groupe Europe Écologie-les Verts).

<http://www.humanite.fr/social-eco/lenseignement-professionnel-est-il-de-trop-486083>

Tous capables ! À quelles conditions ?

Pour Chatel, certains élèves ne sont « pas faits pour... » (20 janvier 2012) C'est un scandale !

Dans un entretien, le ministre s'attaque au collège unique et s'accroche à la théorie des « dons ».

<http://www.humanite.fr/cest-un-scandale/pour-chatel-certains-eleves-ne-sont-%C2%AB-pas-faits-pour-%C2%BB-e2%80%A6-488166>

Jean-Yves Rochex « Les inégalités scolaires se construisent aussi dans la classe » (13 Janvier 2012) Professeur en sciences de l'éducation à Paris-VIII, Jean-Yves Rochex vient de codiriger un ouvrage passionnant décryptant les processus qui, au sein même des classes, participent à la fabrication des inégalités scolaires. Apprentissages différenciés, exigences implicites... Les enfants de milieux populaires sont les premiers à pâtir de ces phénomènes insidieux.

<http://www.humanite.fr/societe/jean-yves-rochex-%C2%AB-les-inegalites-scolaires-se-construisent-aussi-dans-la-classe-%C2%BB-487646>

Des enseignants expérimentés dans les zones sensibles (16 Janvier 2012)

<http://www.humanite.fr/societe/des-enseignants-experimentes-dans-les-zones-sensibles-487819>

Avec Éclair, Luc Chatel foudroie le système scolaire (18 Janvier 2012)

C'est un scandale ! Le ministre a annoncé hier l'élargissement de son dispositif, véritable laboratoire de la déréglementation.

<http://www.humanite.fr/societe/avec-eclair-luc-chatel-foudroie-le-systeme-scolaire-487974>

« Halte à l'hémorragie des compétences professionnelles de l'Éducation nationale: pour la scolarisation des élèves handicapés! » Communiqué de la Fédération générale des PEP.

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/halte-a-lhemorragie-des-competences-professionnelles-de-leducation-nationale-pour-la-scolarisation-des-eleves-handicap>

À Évry, l'internat d'excellence contesté (27 décembre 2011)

<http://www.humanite.fr/societe/evry-l-e2%80%99internat-d-e2%80%99excellence-conteste-486630>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Suppressions de postes

Le mammouth n'aura bientôt plus que la peau sur les os (19 Décembre 2011)

Le ministère de l'Éducation nationale a dévoilé vendredi dernier ses réductions d'effectifs. Près de 14000 suppressions de postes sont prévues en 2012.

<http://www.humanite.fr/societe/le-mammouth-n-e2%80%99aura-bientot-plus-que-la-peau-sur-les-os-486188>

Le Snuipp tire « l'alarme sociale » (5 Janvier 2012) Le principal syndicat du primaire veut pousser à des discussions sur les suppressions de postes.

<http://www.humanite.fr/societe/le-snuipp-tire-%C2%AB-e2%80%89l-e2%80%99alarme-sociale-e2%80%89-c2%BB-487083>

Henriette Zoughebi dénonce les suppressions de postes en Île-de-France. La région Île-de-France, par la voix d'Henriette Zoughebi, vice-présidente (PCF) chargée des lycées et aux politiques éducatives, a dénoncé mardi les nouvelles suppressions de postes prévues à la rentrée 2012 dans l'éducation nationale, craignant ses effets sur les fermetures de classe.

<http://www.humanite.fr/societe/education-henriette-zoughebi-denonce-les-suppressions-de-postes-en-ile-de-france-487421>

À Montpellier, Clemenceau perd une 6e (11 janvier 2012). Cette suppression de classe dans un collège déjà menacé de fermeture passe très mal.

<http://www.humanite.fr/societe/montpellier-clemenceau-perd-une-6e-487495>

École primaire: mobilisation contre les 7500 suppressions de postes en 2012 (12 Janvier 2012)

101 grèves et manifestations durant le premier trimestre, grève nationale le 31 janvier.

La riposte contre les 7500 suppressions de postes dans les écoles primaires monte en puissance avec les annonces concomitantes des mobilisations des syndicats, ce jeudi.

<http://www.humanite.fr/societe/ecole-primaire-mobilisation-contre-les-7500-suppressions-de-postes-en-2012-487618>

Un fonctionnaire zélé s'adresse au président... (13 Janvier 2012) Encore trop d'enseignants ?

Par Olivier Caremelle, Porte-parole du Collectif des élus démocrates et républicains à l'éducation, enseignant. Tribune d'Alcide Carton, Inspecteur honoraire de l'Éducation nationale.

<http://www.humanite.fr/tribunes/un-fonctionnaire-zele-s-e2%80%99adresse-au-president-487657>

2 500 RASED supprimés : le scénario se confirme (SNUipp-FSU)

<http://www.humanite.fr/fil-rouge/2-500-rased-supprimes-le-scenario-se-confirme-snuipp-fsu>

L'université

La face cachée de l'autonomie des facs (6 Janvier 2012)

Depuis le 1er janvier, la quasi-totalité des universités sont « autonomes ». Loin d'être le succès tant vanté par le chef de l'État et l'UMP, la LRU nuit gravement à la santé des petits et moyens établissements. Exemple à l'université de Pau.

<http://www.humanite.fr/societe/la-face-cachee-de-l-e2%80%99autonomie-des-facs-487160>

« La LRU, c'est d'abord un coup de force » (6 janvier 2012). Marine Roussillon explique pourquoi il serait nécessaire d'abroger la loi sur l'autonomie.

<http://www.humanite.fr/societe/%C2%AB-la-lru-c-e2%80%99est-d-e2%80%99abord-un-coup-de-force-%C2%BB-487163>

Des mobilisations internationales qui sont porteuses d'espoir (11 Janvier 2012)

Comment sortir les universités de la crise dans laquelle le néolibéralisme nous tient ?

Par Marc Delepouve, Responsable du secteur international du SNESUP-FSU.

<http://www.humanite.fr/tribunes/des-mobilisations-internationales-qui-sont-porteuses-d-e2%80%99espoir-487486>



L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Littérature de jeunesse et engagement :

Mélanie Decourt, co-fondatrice des éditions Talents Hauts, invitée de la semaine de l'Humanité.

Une littérature jeunesse engagée, et alors? (29 novembre 2011).

«Quoi? Des livres féministes pour enfants? Mais c'est de l'idéologie, de la propagande!»

<http://www.humanite.fr/culture/melanie-decourt-une-litterature-jeunesse-engagee-et-alors%E2%80%89484758>

La littérature jeunesse, parlons-en! (30 novembre 2011)

<http://www.humanite.fr/culture/melanie-decourt-la-litterature-jeunesse-parlons-en%E2%80%89484839>

La mixité c'est bien, l'égalité c'est mieux. Répandue dans les années 1960, la mixité à l'école a été rendue obligatoire en 1975, sans que jamais l'égalité des sexes ne soit l'objectif revendiqué de ses artisans. La mixité a-t-elle renforcé l'égalité dans les études, les orientations, les métiers? Est-elle été synonyme d'égalité à l'école? Non.

<http://www.humanite.fr/culture/melanie-decourt-la-mixite-c%E2%80%99est-bien-l%E2%80%99egalite-c%E2%80%99est-mieux-485044>

Et aussi...

Qui a peur des sciences économiques et sociales? (20 janvier 2012).

Pour le gouvernement, les lycéens n'ont pas à s'interroger sur le monde. Par Marjorie Galy et Erwan Le Nader, présidente et vice-président de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES).

<http://www.humanite.fr/culture/488186>

Dans le 93, la violence à l'école est d'abord verbale (18 janvier 2012).

Selon une étude publiée lundi, les trois quarts des personnels jugent positivement le climat scolaire. Les agressions, rarement physiques, se concentrent en ZEP et dans l'enseignement professionnel.

<http://www.humanite.fr/societe/dans-le-93-la-violence-l%E2%80%99ecole-est-d%E2%80%99abord-verbale-488013>



L'HUMANITÉ REND HOMAGE À PIERRE BOURDIEU

Un numéro spécial de l'Humanité des débats, 20 janvier 2012.

Dix ans après Bourdieu, la sociologie critique: une démarche d'actualité ?

Le 23 janvier 2002 s'éteignait, à Paris, l'un des plus grands intellectuels français de la seconde moitié du XXe siècle, Pierre Bourdieu. Dix ans plus tard, la pensée du sociologue reste une référence incontournable pour toutes celles et tous ceux qui combattent le néolibéralisme.

<http://www.humanite.fr/culture/dix-ans-apres-bourdieu-la-sociologie-critique-une-demarche-d%E2%80%99actualite-488210>

« Allier le travail savant et l'intervention publique ».

Par Christian Laval, sociologue, membre de l'institut de recherches de la FSU.

<http://www.humanite.fr/societe/%C2%AB-allier-le-travail-savant-et-l%E2%80%99intervention-publique-%C2%BB-488211>

« La spécificité de Bourdieu, c'est vraiment l'idéal d'autonomie du champ scientifique ».

Par Frédéric Lebaron, professeur de sociologie et directeur de publication de la revue Savoir/Agir.

<http://www.humanite.fr/societe/%C2%AB-la-specificite-de-bourdieu-c%E2%80%99est-vraiment-l%E2%80%99ideal-d%E2%80%99autonomie-du-champ-scientifique-%C2%BB-4882>

Le sociologue sous-estimait les compétences des acteurs, ce qui a eu de graves conséquences.

Par Pierre Verdrager, sociologue.

<http://www.humanite.fr/societe/le-sociologue-sous-estimait-les-competences%E2%80%A8des-acteurs-ce-qui-eu-de-graves-consequences-488>

Pierre Bourdieu. La revue de presse.

<http://www.humanite.fr/culture/pierre-bourdieu-la-revue-de-presse-488214>

Pierre Bourdieu. Ils ont dit...

<http://www.humanite.fr/culture/luc-boltanski-craig-calhoun-488215>

Bourdieu, dix ans après. Lundi 23 janvier 2012

Héritage(s). Bourdieu, dix ans après. Par Jean-Emmanuel Ducoin.

<http://www.humanite.fr/medias/heritages-488321>

Pierre Bourdieu, un sociologue de combat

<http://www.humanite.fr/culture/pierre-bourdieu-un-sociologue-de-combat-488310>

Il fut considéré comme l'ennemi numéro un de tous les néolibéraux.

<http://www.humanite.fr/culture/pierre-bourdieu-il-fut-considere-comme-l%E2%80%99ennemi-numero-un-de-tous-les-neoliberaux-488309>

Le sociologue devant l'État. Par Pierre Bourdieu. Inédit. Le Sociologue devant l'État - Communication au XIe colloque: « Les sciences sociales dans les années 1980, Défis et tâches », organisé par l'Association internationale des sociologues de langue française, à Paris, du 27 septembre au 1er octobre 1982.

<http://www.humanite.fr/culture/le-sociologue-devant-l%E2%80%99etat-488311>

Et aussi...

L'État et son capital symbolique. Sur l'État, cours au collège de France, 1989-1992, de Pierre Bourdieu. (9 janvier 2012)

<http://www.humanite.fr/tribunes/l%E2%80%99etat-et-son-capital-symbolique-487271>